

## La nécessité du réarmement allemand

**Source:** CVCE.

**Copyright:** (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/la\\_necessite\\_du\\_rearmement\\_allemand-fr-be64df30-92d8-4e3c-bd97-d870e3d6a121.html](http://www.cvce.eu/obj/la_necessite_du_rearmement_allemand-fr-be64df30-92d8-4e3c-bd97-d870e3d6a121.html)

**Date de dernière mise à jour:** 07/07/2016



## La nécessité du réarmement allemand

En 1950, quelques semaines après le déclenchement de la guerre de Corée, les États-Unis somment la France d'accepter un réarmement rapide de la République fédérale d'Allemagne (RFA) car ils craignent de plus en plus que l'Union soviétique, qui dispose de l'arme atomique depuis la fin 1949, ne déclenche une guerre offensive en Europe occidentale. Car au même moment, l'armée française est empêtrée en Indochine et des unités britanniques sont également présentes en Malaisie. Les quatorze divisions occidentales stationnées en Europe ne semblent pas pouvoir faire le poids face aux plus de cent quatre-vingts divisions communistes. Konrad Adenauer, chancelier de l'Allemagne de l'Ouest, réclame officiellement le droit de lever une force armée capable de protéger le pays de la menace que fait peser la police populaire de l'Allemagne de l'Est. La situation n'est d'ailleurs pas simple. En 1950, la RFA n'a en effet ni armée, ni ministère de la Défense, ni bien sûr d'état-major. Elle n'a toujours pas de ministère des Affaires étrangères et sa situation géographique au cœur de l'Europe, doublée d'une amputation de sa partie orientale, en font un théâtre d'affrontements tout indiqué en cas de conflit Est-Ouest.

Les États membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) sont également favorables au réarmement allemand à l'exception notable des gouvernements français et belge. De même, une grande partie de l'opinion publique, notamment française, ne semble pas encore prête à accepter une nouvelle armée allemande en raison des souvenirs douloureux laissés par la Seconde Guerre mondiale et par l'occupation allemande.